LILLE

M. le général de brigade Hinstin, commandant le genie de la 18e région, à Bordeaux, est nommé au commandement du génie de la 1re région, à Lille, vacant par suite de la nomination de M. le général Masselin à un autre emploi.

Le Nord à l'exposition de Barcelone. — L'exposition universelle de Barcelone, s'ouvrira le 1er septembre prochain et durera jusqu'au mois d'avril suivant. Comme on le sait, elle est ouverte à tous les produits ; elle sera l'occasion de plusieurs congrès, dont l'un, le congrès commercial sous la présidence de M. de Lesseps.

Nous apprenons que l'un de nos concitoyens, M. Achille Thellier vient d'être nommé pour la région du Nord de la France, commissaire général de cette exposition et chargé de faciliter aux exposants leur participation à cette entreprise qui comprend les mêmes sections que les grandes expositions françaises.

Lille disparu. — L'intéressant caveau à piliers découvert, ces jours-ci, sous une dépendance de l'école de la rue du Bourdeau, n'était pas, comme on l'avait cru tout d'abord, un reste de la crypte de l'église des Augustins. Vérification faite l'emplacement de ce caveau ne coïncide pas avec celui de l'ancienne église. Selon toute probabilité, c'est simplement une partie du cellier qui se trouvait sous les bâtiments annexes du monastère. Réduite à ces proportions, la découverte perd beaucoup de son importance.

Commission départementale. — Ainsi que nous l'avons annoncé, la commission départementale du Nord se réunira mercredi 2 mars, à deux heures et demie à la préfecture. Voici l'ordre du jour de la séance :

Procès-verbal de la séance du 2 février : Sociétés de secours mutuels approuvées : demandes de subventions ; Sourds-muets, bourses départementales : Recrutement, classe de 1886, désignation des membres appelés à faire partie du conseil de révision ; Bon-Pasteur : bourses vacantes ; Berlaimont : chemins vicinaux ordinaires numéros 2 et 2 annexes, plans d'alignement ; Avelin, Pont-à-Marcq, et Avesnes-le Sec : reconnaissance de chemins ruraux ; Aymeries : classement en vicinalité du chemin dit du Wautier et du Noir-Bien.

Routes départementales numéros 14 et 19 : cession de terrain par suite d'alignement, cession d'élagage d'arbres : Route départementale numéro 10; traverse de Solesmes, construction d'une voûte sur le ruisseau le Béat et réfection d'un aqueduc, demande d'un crédit sur le fonds de réserve ; Octroi d'Armentières : modification au règlement ; Octroi de Denain : prorogation des tarif et règlement; Warlaing : bureau de bienfaisance, demande de secours ; Ecoles : demande de secours pour payement des frais d'un projet d'école non exécuté ; Relevé des ordonnances et des mandats émis au 28 février; Wasnes-au-Bac : orphelins pauvres admission à l'hospice dépositaire de Valenciennes de la jeune Augustine Verriez.

Les gagnants de Bruxelles. — Mme veuve Charbon-Minet, Marché-aux-Fromages, vient de voir une de ses obligations de Bruxelles sortir avec une prime de 25,000 francs.

Tribunal de Commerce de Tourcoing

Audience du 1er mars

PRÉSIDENCE DE M. EUGÈNE JOURDAIN

Responsabilité du commissionnaire de transports

Un procès qui est plaidé aujourd'hui devant le tribunal soulève une question de transports assez intéressante.

Le 18 août 1886, MM. H. B..... père et fils, de Roubaix, confièrent à MM. Gondrand frères cinq caisses de tissus pour être expédiées à Glasgow.

Les marchandises, qui n'étaient pas assurées contre les risques maritimes, furent chargées à Anvers sur le steamer « Kuehl », qui fit naufrage dans la Manche à la suite d'une collision avec un autre navire le « San-Martin ».

MM. B...., père et fils réclament la valeur de la marchandise perdue dans ce naufrage et ils basent leur prétention sur l'argumentation suivante :

Tout en s'en rapportant à la justice sur la question de savoir si le naufrage par collision constitue le cas de force majeure, ils exposent qu'ils avaient passé un contrat avec MM. Gondrand frères aux termes duquel ceux-ci devaient faire leurs transport pour l'Angleterre par un service régulier; que ces mots « service régulier » comme aussi les indications du tarif de transport, pouvaient leur faire supposer que le trajet s'effectuait soit de Calais à Douvre, soit d'Anvers à Londres, par la Tamise, c'est à dire par une voie de mer assez courte.

En embarquant, ajoutent-ils, les marchandises à Anvers sur le « Kuehl » qui se dirigeait sur Glasgow par le canal Saint-Georges, MM. Gondrand frères, ont augmenté les risques de route en prenant une voie de mer plus longue, sans nous en prévenir alors qu'ils savaient que les marchandises n'étaient pas assurées, et ils ont apporté en changeant de route une modification au contrat primitif de transport, double fait qui entrave, pour MM. Gondrand frères, commissionnaires de transport, la responsabilité édictée par l'article 99 du code de commerce.

MM. Gondrand frères repoussent la demande parce que d'abord la collision ne peut être attribuée ni à leur faute ni à la faute de tiers dont ils n'avaient responsables. Ils soutiennent en outre qu'ils n'avaient pas pris l'engagement de faire suivre à la marchandise telle voie plutôt que telle autre, que, d'après leur contrat, ils devaient employer un service régulier et qu'ils ont rempli leur obligation puisqu'ils n'est pas contesté que le « Kuehl » n'appartenait pas à un service régulier. Ils concluent en conséquence au rejet de la demande formulée contre eux.

Le tribunal a mis la cause en délibéré.

CORRESPONDANCE

Les articles publiés dans cette partie du journal n'engagent ni l'opinion ni la responsabilité de la rédaction.

Roubaix, le 1er mars 1887.

Monsieur le directeur du *Journal de Roubaix*,

Nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir insérer dans votre journal, avec votre impartialité habituelle, la note suivante : elle a trait à la pétition signée de notre nom dans votre numéro du 28 février dernier, concernant une affaire de tribunal de simple police de notre ville. (Audience du 24 février dernier).

Tout en reconnaissant que l'agent, qui a fait une contravention à M. Moreau, s'est certainement trompé, attendu qu'à 10 h. 1/2 du soir, nous devions faire une expérience d'électricité, et que la maison était fermée à notre arrivée à cette heure.

Tout en ayant donné, en cas de besoin, notre acquiescement pour la constatation de ce fait, aux trois autres signataires de cette pétition puisque nous les accompagnions.

Nous tenons à ce que l'on sache que la rédaction de cette pétition n'a pas été portée à notre connaissance, et qu'en donnant notre adhésion, à ces messieurs, pour le fait précité qui est parfaitement vrai, nous en avons signé le fond et non la forme. Tous trois d'ailleurs seulement, ont été appelés comme témoins.

Il est nécessaire d'ajouter du reste que nous n'avions laissé à personne l'autorisation de faire paraître notre signature dans les colonnes du journal.

Agréez, Monsieur le rédacteur, l'assurance de notre considération distinguée.

J. Crombé, E. Poutrain, Eugène Uyttenhove.

COUR D'ASSISES DU NORD

Audience du 1er mars 1887

Présidence de M. le conseiller MAUPLASTRE

Ministère public :

M. DUHAMEL, substitut du procureur-général.

2e affaire. — **Affaire de mœurs à Roubaix**

Cette affaire ayant été jugée à huis-clos, nous ne pouvons expliquer comment, grâce aux efforts de Mes Hatin, Boissonnet et Gervais, les cinq prévenus ont été acquittés.

Des bravos et des applaudissements frénétiques éclatent sur tous les bancs de la salle.

Audience du mardi 2 mars

Présidence de M. le conseiller MAUPLASTRE

Ministère public M. DE SAVIGNAN, avocat-général

1re affaire. — **Vol qualifié à Attiches**

Lucien-François Simus, âgé de 28 ans, se disant garçon de culture, sans domicile fixe, a déjà encouru quatre condamnations pour vol. Le 18 septembre dernier, le tribunal correctionnel de Lille le condamnait une cinquième fois, pour vol, à deux ans de prison et à la relégation, il interjeta appel de cette décision et devant la chambre des vacations de la cour d'appel déclina la compétence de la juridiction correctionnelle. Ce déclinatoire fut admis et voilà comment il comparaît aujourd'hui devant le jury.

M. Henri Bernard, cultivateur à Attiches, y habite seul une ferme avec son domestique. Le 2 septembre, au commencement de l'après-midi, il la quitta, accompagné de ce dernier ; mais bientôt il fut surpris par un orage et s'empressa de rentrer chez lui. A son retour, il s'aperçut qu'on s'était introduit dans son habitation, pendant sa courte absence. Dans la chambre à coucher, les tiroirs de la commode avaient été ouverts. Celui d'en haut avait même été fracturé et l'on avait soustrait 12 ou 15 fr. On avait aussi touché aux vêtements de la garde-robe ; mais ils n'avaient point été emportés.

Henri Gauthier fils, âgé de 16 ans, voisin de Bernard, fit alors connaître qu'il avait vu un individu rôdant autour de la ferme de ce dernier. Cet individu lui avait demandé si c'était bien là la ferme d'un homme qui habitait seul. Ce même rôdeur était, du reste, allé, le matin, solliciter un verre d'eau chez le sieur Gauthier.

Bernard eut l'idée de visiter les cabarets d'Attiches avec Gauthier fils et l'adjoint de la commune. Arrivés dans l'un des estaminets, ils remarquèrent un individu qui écrivait et qui, en les voyant, sortit dans la cour, avec sa lettre, la déchira et la jeta dans les lieux d'aisances. Henri Gauthier l'ayant reconnu, on l'arrêta et on le conduisit à la gendarmerie.

Interrogé par les gendarmes, il déclara être arrivé dans le village d'Attiches, pour chercher de l'ouvrage mais ne put indiquer un cultivateur de qui il en eût sollicité. Il fut trouvé porteur de 18 fr. 55. Enfin, lorsqu'on eut saisi certains morceaux de la lettre déchirée, on sut qu'elle était adressée à une personne qu'il avait connue et qui s'était placée en service à Lille. Plusieurs passages compromettants de cette lettre furent opposés à l'accusé et la servante fut entendue comme témoin. Elle révéla qu'elle était venue des Vosges avec Simus, d'abord à Amiens, puis à Lille, où celui-ci l'avait quittée la veille ou l'avant-veille de son arrestation ayant seulement 5 fr. 50 et disant qu'il allait demander du travail ou à défaut d'ouvrage, faire un mauvais coup.

Quant à Simus, il avoue avoir eu la pensée de commettre une mauvaise action, mais il ne devait mettre son projet à exécution que le lendemain de son arrestation et ailleurs que chez M. Bernard. Il nie énergiquement être l'auteur du vol commis au préjudice de ce dernier. Il soutient que, lorsque Gauthier fils l'aperçu près de la ferme Bernard, il lui demanda seulement s'il y avait de l'ouvrage à trouver dans cette ferme. Il prétend enfin justifier de la possession légitime des 18 fr. 50 par des reconnaissances du Mont-de-Piété, où il aurait successivement engagé une montre et un vêtement complet avec des mouchoirs et une casquette. Défenseur : Me de Prat.

Simus est condamné à cinq ans de prison et à la relégation.

2e affaire. — **Avortement**

Présidence de M. le conseiller MARTINET

L'accusée est la nommée Céline-Marie-Rose Dewever, sage-femme à Anzin, née à Denain, le 21 septembre 1852, et, par conséquent, âgée de 31 ans. Défenseur : Me Hattu.

UN TREMBLEMENT DE TERRE
DANS LE NORD
AU XVIIe SIÈCLE

Ce ne fut pas seulement à Roubaix, à Lille et dans la contrée immédiatement environnante que le tremblement de terre du 18 septembre 1692 fit sentir ses ravages et porta la désolation.

Les dégâts s'étendirent au loin dans les Flandres et même dans toute la Belgique actuelle.

Le curé de Steenbecque, Matthieu Jonghes, a laissé des notes intéressantes recueillies ou transcrites par feu M. l'abbé Cortyl, curé de Wylder. On y lit :

» Anno 1692, decima octava septembris, hora » secunda post *meridiem*, imo *die Jovis* tercie » motus *per totum Belgium* fuit ab una ad alteram minutam, ita ut plurimæ domus et turres » conquassatæ sunt et momia. »

Si nous passons maintenant aux faits particuliers, les détails sont nombreux et pourront facilement être complétés à l'aide de recherches ultérieures. Nous connaissons pour le moment les renseignements suivants :

L'abbé Mathieu-Ignace de Stalins, curé de Cappelle-Brouck, décanat de Bourbourg, écrivit sur un registre de sa paroisse ce nota : « Le 18e du » mois de septembre 1692, il a fait un grand tremblement de terre entre une heure et demy et » deux de midy durant un *Miserere* avecq grand » dommage tant dans la ville qu'au village, menaçant une totale ruine et renversement des bastiments, mais grâce à Dieu nostre village a esté » quitte avec la crainte, sans aulcune ruine. *Ita testamur Pastor proprietarius, loci et Sacella» nus : M.-J. Stalins, pastor indignus. Joses Wilhemyn, sacellanus.* »

A Nieppe, arrondissement d'Hazebrouck, la flèche de l'église et vingt pieds de la tour furent renversés.

A Nordpeene, la flèche vint s'écraser sur la nef et les réparations amenèrent un procès entre les habitants et les décimateurs.

A Warhem, les voûtes et la tour, violemment secouées, menacèrent de s'écrouler ; dès 1693 un litige fut soulevé également au sujet des réparations.

Dans sa Cronique-Cartulaire de l'abbaye de Bergues, t. II, p. 651, le savant P. Alex. Pruvost nous montre les églises de Socx, de Spycker et d'Uxem comme ayant eu à souffrir des mouvements du sol, le 18 septembre 1692.

L'on pourrait facilement, à l'aide d'investigations dans les registres des paroisses rurales, allonger cette liste qui nous a semble presenter un réel intérêt.

NORD

Valenciennes. — *Mœurs opportunistes.* — On lit dans l'*Echo de la Frontière* :

« Hier soir, à Denain, nous affirme-t-on, les opportunistes se sont livrés à des scènes de sauvageries !

» Les mêmes opportunistes qui, le 4 octobre, à Valenciennes, profitant de l'absence d'un citoyen pour envahir sa demeure, se sont livrés, devant la demeure de M. Denis, à toutes sortes d'excès et d'outrages, ont pendu le maire de Denain en effigie, ont promené dans les rues un mannequin le représentant et y ont mis le feu.

» Quels modérés que ces opportunistes ! »

Somain. — Les élections qui ont eu lieu dimanche, à Somain, pour la nomination de six conseillers municipaux, ont donné les résultats suivants :

Inscrits : 1.583. — Votants, 1.123. — MM. L. Milo, maire d'hôtel, 887 voix, élu; J. Villette, 839 voix, élu, G. Feunequin, 834 voix, élu; C. Pagniez cultivateur, 767 voix, élu; Morelle, cultivateur au Marécaux, 744 voix, élu; Boumanne-Rousseil, cultivateur, 699 voix, élu.

La liste adverse a réuni 350 voix environ.

Deux listes étaient en présence ; mais la lutte était purement locale et absolument étrangère à la politique.

Dunkerque. — *Le départ des pêcheurs.* — Comme nous l'avons annoncé, le 1er mars était la date officielle du départ de la flottille pour Islande, mais pour des raisons que nous n'avons pas à apprécier, quelques-uns de nos armateurs se sont décidés à un départ prématuré.

Cependant la majeure partie de nos goélettes restaient encore dans nos bassins et hier après-midi on s'apprêtait à l'appareillage.

A la marée de 4 heures ce matin, 7 navires ont pris la mer.

Malheureusement, un grave accident s'est produit au moment où la *Promise*, armateur M. Vancauwemberzhe-Lemaire, sortait des écluses.

Le sieur François Carru, âgé de 51 ans, demeurant au Fort-Mardyck, marin à bord de cette goélette, eut la jambe gauche serrée par une amarre.

Il en est résulté une très grave blessure qui a nécessité le transport de Carru à l'hospice.

La *Promise*, n'ayant plus son équipage au complet, a dû s'amarrer dans l'avant-port.

A la marée de cette après-midi quelques navires ont fait voile pour l'Islande.

Le temps est magnifique et la mer est presque calme.

On n'a pas encore reçu de nouvelles des navires partis le 15 février, mais grâce au beau temps dont nous avons été gratifiés pendant la deuxième quinzaine de février, il y a tout lieu de supposer que nos pêcheurs doivent approcher des lieux de pêche.

PAS-DE-CALAIS

Profession de foi de M. Ribot. — Voici la profession de foi adressée par M. Ribot aux électeurs du Pas-de-Calais.

« Messieurs et chers concitoyens,

» Désigné, à l'unanimité, comme candidat pour l'élection législative du 20 mars par l'assemblée générale des délégués républicains du Pas-de-Calais, je viens me mettre à votre disposition.

» Les intérêts agricoles et industriels de notre région ont besoin d'être vigoureusement défendus. Mes efforts, dans le passé n'ont pas été inutiles; vous pouvez compter sur moi dans l'avenir. La loi des sucres de 1884, dont j'ai été un des auteurs, est remise en question. Si vous m'envoyez à la Chambre des députés, j'aurai sans doute quelque autorité pour en expliquer les heureux résultats et pour obtenir du Parlement des décisions qui n'arrêtent pas le progrès et ne découragent pas nos agriculteurs.

» Mes opinions politiques sont trop connues pour que j'aie à les développer.

» Les candidats républicains du Pas-de-Calais ont signé, en 1885, un programme de conciliation auquel je n'ai rien à ajouter ni rien à retrancher.

» Nous vous disions que la République résisterait à toutes les attaques parce qu'elle est le gouvernement nécessaire de ce pays de suffrage universel. Le pays ne nous a-t-il pas donné raison ? N'a-t-il pas marqué en toutes circonstances sa volonté de ne pas laisser détruire nos institutions ?

« Le Pas-de-Calais tiendra, j'en suis sûr, à honneur de montrer par l'élection législative du 20 mars, comme il l'a déjà fait par les élections au Conseil général, que l'affermissement de la République est, à ses yeux, un gage d'ordre, de paix sociale et religieuse, de sécurité nationale, en même temps que de réformes démocratiques.

» Nous avons besoin, plus que jamais, d'unir nos forces. Le pays a fait preuve, dans la crise qu'il vient de traverser, d'une fermeté, d'une possession de lui-même dont le monde entier a été frappé. Les hommes qui sollicitent l'honneur de le représenter n'ont qu'a s'inspirer de cette attitude, à la fois ferme et pacifique, du pays, et à comprendre la leçon qui en ressort pour tous les partis.

» Veuillez agréer, messieurs et chers concitoyens, l'assurance de mes sentiments dévoués.

» A. RIBOT,

» ancien député du Pas-de-Calais. »

Calais. — L'aviso *Elan*, ayant à bord le préfet maritime de Cherbourg, est entré au quai de marée.

L'assassinat d'Ardres. — Voici des détails sur ce crime, dont nous avons brièvement parlé hier dans une dépêche :

« Lundi matin, des dentelières de tulle d'Antigues, se rendant à Calais pour y reporter leur travail de la semaine, trouvèrent étendu dans un champ de la plaine de Nielles, près d'un chemin de terre, à 400 mètres de la route d'Audruick à Ardres, le cadavre d'un jeune homme, portant sur le côté gauche de la tête une blessure faite par une balle de revolver : la main gauche du mort tenait un revolver encore armé, sa casquette était tombée à quelques pas de lui, ses vêtements ensanglantés étaient en lambeaux, et malgré la présence du revolver il était difficile de croire à un suicide.

» La gendarmerie, aussitôt informée de cette lugubre découverte, fit une descente sur le lieu du crime, accompagnée de M. le docteur Canu et de M. Ranson, juge de paix. On releva auprès du cadavre des empreintes de pas que l'on put suivre jusqu'à une très grande distance. Après bien des recherches et des confrontations, on apprit que le corps était celui de M. Eugène Ricart, âgé de 24 ans, de Zutkerque, et M. Canu constata que le malheureux avait dû être assassiné.

» Le parquet de Saint-Omer fut aussi télégraphiquement du crime et à deux heures arrivèrent à Ardres MM. Saint-Aubin, procureur de la République ; Quentin, juge d'instruction ; Berteloot greffier, et Gerber, capitaine commandant la gendarmerie de l'arrondissement.

» Au moment de la descente du parquet, une foule qu'on peut évaluer à 2,000 personnes stationnait sur le lieu du crime.

» Le cadavre était caché sous des couvertures et rien n'avait été dérangé depuis la découverte du matin. M le docteur Bachelez, médecin-légiste, constata que la victime portait à la tête trois blessures, une au cou, une à la tempe et une troisième au nez ; de plus, Ricart avait été étranglé et avait dû soutenir contre son agresseur une lutte violente: le terrain avait été piétiné.

» L'assassin, qui ne peut être qu'un ami de Ricart fort au courant de ses habitudes, a cherché à faire croire à un suicide : non seulement le cadavre avait en mains un revolver, mais on a retrouvé dans une poche de ses vêtements un paquet de vingt cartouches.

« L'enquête sommaire a établi que Ricart avait quitté dimanche matin Landrethun-lez-Ardres où il travaillait comme ouvrier cordonnier chez M. Goudenove. Ricart avait touché son mois, 20 fr., et en retournant chez lui il rencontra un ouvrier maréchal de Landrethun, Lavieville. Les deux jeunes gens passèrent la journée ensemble : à huit heures du soir, ils ne s'étaient pas encore quittés. C'est à ce moment qu'ils sont allés ensemble, pour la dernière fois, à l'estaminet Fiament, route de Saint-Omer, où ils ont pris du café, que Ricard a payé.

» Le mobile véritable du crime dont le malheureux a été victime n'a pu jusqu'ici être déterminé. Des traces retrouvé que Ricart avait touchés samedi soir, on n'a retrouvé sur lui que 1 fr. 50; il est difficile d'admettre qu'il a dépensé 28 fr. dans la journée de dimanche. Dès lors, l'hypothèse d'un vol semble admissible; mais pourquoi le voleur n'a-t-il pas enlevé tout l'argent de sa victime.

« D'autre part, l'opinion générale, à Ardres est que Ricart a été victime d'une vengeance d'amour.

» L'enquête intelligemment conduite par le parquet de Saint-Omer continue. Plusieurs pistes sont suivies et la police recherche activement le maréchal-ferrant Lavieville, disparu depuis dimanche soir. »

BELGIQUE

Bruxelles. — Un meeting organisé par la ligue ouvrière bruxelloise pour protester contre l'impôt du sang, a été tenu hier à la maison du peuple.

La salle était bondée de jeunes miliciens qui ont acclamé les discours de Van Loo et Renard.

A Franeries, près de Mons, a eu lieu une réunion de houilleurs composée de plus de 1.700 personnes, et des orateurs de Bruxelles ont fait l'éloge d'Alfred Dufuisseaux.

— Il y a eu une grande affluence à la Chambre pour entendre l'interpellation de M. Frère, qui a demandé des explications détaillées au gouvernement, sur la question militaire.

M. Frère, dont la voix était fort enrouée, a protesté contre la nostalgie du pouvoir qu'on lui attribue et contre les bruits qui le montrent comme animé de sentiments honteux et d'animosités personnelles.

L'orateur a surtout critiqué les fortifications de la Meuse qu'il juge inutiles, et il a développé cette thèse que l'ennemi, grâce au réseau de chemins de fer et au nombre de ponts sur la Meuse, pourra toujours tourner les fortifications et pénétrer dans le pays sans passer sous le canon des forts.

M. Frère n'admet pas que l'Allemagne ait l'intention de traverser la Belgique qui est le chemin le plus long pour aller en France.

Il combat que l'assertion que l'Angleterre abandonnerait la Belgique.

Toutes les déclarations des hommes d'Etat anglais sur la neutralité de la Belgique restent debout. M. Frère continuera son discours demain.

— La manifestation des miliciens socialistes a échoué. Elle comptait à peine une vingtaine de jeunes gens, précédés d'un drapeau rouge.

Tournai. — 150 carriers du bassin de Tournai se sont mis en grève. Ils réclament une augmentation de salaire.

ETAT-CIVIL. — *ROUBAIX. — Déclarations de naissances des 1er mars.* — Victor Roos, rue de Blanchemaille, cour Dufaux, 2. Mathilde Dheygère, rue de l'Alouette, cour Farvacque, 9. — Eugène Soudeleur, rue de l'Epeule, 178. — Jeanne Depaux, rue Saint-Laurent, cité Saint-François, 2. — Estelle Brochain, rue de Lille, cour Defrue, 3. — Emile Ghesquière, rue de la Perche, 32. — Prosper Vandecasteele, rue de la Barbe d'Or, cour Devys, 5. — Gaston Vlerick, rue de Blanchemaille, Hôtel-Dieu. — *Mariage du 1er mars.* — Julien Philippe, 27 ans, cultivateur, à Flers, et Rosalie Vanderstigel, 21 ans, sans profession, rue d'Isly, 18. — *Déclarations de décès du 1er mars.* — Jean Baptiste Castelain, 66 ans 1 mois, rentier, rue St-Quentin, 27. — Alphonse Dewachter, 14 jours, rue du chemin des Couteaux, maisons Lestienne. — Charles Vanhoutte, 66 ans, journalier, dans le canal, pont du Beau-Chêne. — Philomène Blondiau, 7 ans 6 mois, rue Franklin, 58. — Antoine Hubaut, 63 ans, charbonnier, rue Saint-Louis, 22. — Flore Leveugle, 50 ans 11 mois, ménagère, rue Pellart, fort Mulliez, maisons Foveau, 35. — Ernest Pratte, 2 ans, rue de la Fresnoy, cour Cornille, 2.

TOURCOING. — Déclarations de naissances du 1er mars. — Cécile Lecomte, à la Croix-Rouge. — Alicia Lepoutre, rue de Paris. — Marie Juvenez, Issue Thaon. — Alphonse Dhaenens, rue Delhaye. — Aimée Lebrun, rue des Quinze-Bouteilles. — *Déclarations de décès du 1er mars.* — Victor Vandenbulcke, 9 jours, Pont de Neuville. — Elisa Masurel, 2 ans 3 mois, rue du Casino. — Pierre Leroy, 72 ans 4 mois 20 jours, sans profession, Hôpital Civil. — Cécile Lecomte, 9 heures, à la Croix-Rouge. — Gustave Brack, 26 jours 2 mois, marbrier, rue Verte. — Jean Debchaesse, 7 mois 23 jours, chemin du Cimbale. — Madeleine Dupont 7 mois 8 jours, rue de la Mairie. — Philomène Lepers, 33 ans 4 mois, sans profession, rue Delhaye.

HEM. — Déclarations de naissances du 20 au 27 février. — Jean-Baptiste Wickaert, hameau du Civron. — *Publications de mariage.* — Emile Trubert, cultivateur à Moutgon, Ardennes, et Palmyre Pau, cultivatrice à Moutgon, Ardennes. — *Mariage.* — Henri Marichal, journalier à Hem, et Euphrasie Debouverie, journalière à Hem.

LEERS. — Déclarations de naissances du 15 au 28 février. — Félicie Prez, Petite-Frontière. — Germaine Grimonpont, La Place. — *Mariage.* — Isaïe Ladsous, 41 ans, tisserand, et Rosine Moite, 45 ans, tisserande. — *Déclarations de décès du 20 au 28 février.* — Léonard Nuytiene, 82 ans 9 mois, ancien tisserand, Petite-Frontière. — Silvain Delattre, 75 ans 9 mois, domestique de ferme, Trieu-des-Leers. — Isaïe Dumont, 22 ans, 5 mois, tisserand, Verri-Bois. — Charles Malfait, 4 mois, Gibraltar. — Alexandre Parent, 68 ans, tisserand, La Papinerie.

Convois funèbres & Obits

Les amis et connaissances de la famille CASTELAIN-FLORIN qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire-part du décès de Monsieur Jean-Baptiste CASTELAIN, décédé accidentellement à Roubaix, le 28 février 1887, dans sa 66e année, administré du Sacrement de l'Extrême-Onction, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de bien vouloir assister à la Messe de Convoi, qui sera célébrée le mercredi 2 mars, à 9 heures, aux Vigiles, qui seront chantées le même jour, à 4 heures, et aux Convoi et Service solennels, qui auront lieu le jeudi 3 dudit mois, à 9 heures 1/2, en l'église Sainte-Elisabeth, à Roubaix. — L'assemblée à la maison mortuaire, rue Saint-Quentin, 27.

Les amis et connaissances de la famille DELEPLANQUE-LEMAN qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire-part du décès de Dame Marie LEMAN, décédée à Roubaix, le 28 février 1887, dans sa 25e année, administrée des Sacrements de notre mère la Sainte-Eglise, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de bien vouloir assister aux Convoi et Service solennels, qui auront lieu le jeudi 3 mars, à 9 heures, en l'église du Sacré-Cœur, à Roubaix. Les Vigiles seront chantées le même jour, à 5 heures. — L'assemblée à la maison mortuaire, rue de la Vigne, carrière Lamarotte, 3.

Les amis et connaissances de la famille GAUQUIÉ-BOUSSEMART qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire-part du décès de Dame Eugénie BOUSSEMART, décédée subitement à Hem, le 1er mars 1887, dans sa 52e année, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de bien vouloir assister aux Convoi et Service Solennels, qui auront lieu le jeudi 3 courant, à 9 heures 1/2, en l'église d'Hem. — L'assemblée à la maison mortuaire, à 9 heures, hameau de la rue Poivrer. — L'Obit du Mois sera célébré le lundi 28 mars, à 10 heures, en la même église.

Les amis et connaissances de la famille FOURNIER-DELFORTRIE qui, par oubli n'auraient pas reçu de lettre de faire-part du décès de Dame Sophie-Marie-Joseph DELFORTRIE, veuve de M. Désiré FOURNIER, décédée à Roubaix, le 1er mars 1887, dans sa 70e année, administrée du Sacrement de l'Extrême-Onction, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de bien vouloir assister aux Convoi et Service solennels qui auront lieu le vendredi 4 courant, à 9 heures, en l'église Notre-Dame, à Roubaix. — Les Vigiles seront chantées le jeudi 3, à 5 heures 1/2. — L'assemblée à la maison mortuaire, chez MM. E. et M. Fournier, rue de l'Espérance, 98.

Les amis et connaissances de la famille PROVOYEUR-DELHAY qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire-part du décès de Dame Léonie DELHAY, décédée à Roubaix, le 2 mars 1887, dans sa 45e année, administrée des Sacrements de notre mère la Sainte-Eglise, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de bien vouloir assister aux Convoi et Service solennels, qui auront lieu le vendredi 4 courant, à 9 heures, en l'église Saint-Martin, à Roubaix. Les Vigiles seront chantées le jeudi 3, à 5 heures 1/2. — L'assemblée à la maison mortuaire, rue de Lille, 98.

L'Obit du Mois sera célébré au Maître-Autel de Saint-Martin, à Roubaix, le jeudi 3 courant, à 10 heures, pour le repos de l'âme de Monsieur [illegible], époux de Dame Pauline MOTTE, maire, chevalier de la Légion-d'Honneur, président du tribunal de commerce et du Conseil des directeurs de la Caisse d'épargne, décédé à Roubaix, le 26 janvier 1886, à l'âge de [illegible] ans, administré des Sacrements de notre mère la Sainte-Eglise. — Messieurs les membres de la Conférence de Saint-Vincent de Paul feront célébrer un Obit, le mardi 5 courant, à 8 heures, en la même église. — Les personnes qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire-part, sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

LETTRES MORTUAIRES & D'OBITS

IMPRIMÉES AU *Journal de Roubaix* (Grande édition), AU *Petit Journal de Roubaix*. — AVIS GRATUIT dans le

FAITS DIVERS

PLUS DE CHEVEUX GRIS

En six applications, par l'emploi de l'*Eau Tonkinoise* Vaissier frères. 14321-27235

TRIBUNAUX

LE PROCÈS DE MOLEN

La cour d'assises de Dijon a continué, mardi, l'examen de cette affaire. Voici le compte-rendu sommaire de l'audience :

L'audience est ouverte à 9 heures.

Après l'audition d'un propriétaire de Saint-Seine-l'Abbaye, qui déclare n'avoir jamais eu qu'à se louer de ses rapports avec l'accusé, on entend Mme Chanteaud, mère de la comtesse de Molen.

» J'aimais mon gendre, dit-elle, comme une mère aime son enfant, M. de Molen, qui est habile et insinuant, avait su nous circonvenir. »

Mme Chanteaud parle ensuite d'une scène au cours de laquelle son gendre la terrassa ainsi que son mari et blessa un domestique.

« Ma fille, ajoute-t-elle, s'ouvrit un jour à moi de la triste existence que lui faisait son mari. Nous comprîmes qu'une rupture devenait inévitable. »

Interrogé par le président, l'accusé répond que les sentiments de convenances l'empêchent d'entrer en contradiction avec Mme Chanteaud.

M. Chanteaud raconte d'une voix émue les scènes de violence, d'injures et de voies de fait auxquelles M. de Molen s'est livré tant sur ses beaux-parents que sur sa femme. Sa conviction intime est que M. de Molen voulut tuer sa femme.

Interpellé, l'accusé refuse de nouveau de contredire le témoin et s'en rapporte à la sagacité des jurés.

L'abbé Chanteaud, oncle de la comtesse de Molen, apprit par le comte lui-même les dissentiments existant entre les deux époux. Il engagea l'accusé à se réconcilier avec sa femme et le dissuada d'introduire une demande en divorce. Le comte de Molen lui répondit : « Si votre frère veut payer mes dettes, je me remettrai avec ma femme. »

Me Falateuf exprime son étonnement d'entendre l'abbé Chanteaud tenir ce langage aujourd'hui pour la première fois.

L'abbé répond que, s'il avait su avoir à témoigner devant la cour d'assises, il aurait tout dit chez le juge d'instruction. Aujourd'hui, sa conscience lui impose d'être net et précis dans l'intérêt de la vérité.

Mme Boissin, tante de la comtesse de Molen, ensuite entendue, parle des griefs de la famille Chanteaud contre le comte de Molen.

Vasseur, domestique des époux Chanteaud, décrit la scène au cours de laquelle il eut un doigt cassé.

On entend les témoins de la partie civile.

Tous s'accordent à rendre hommage à l'honorabilité de la famille Chanteaud.

Mlle Gervais, institutrice à Paris, n'a jamais eu qu'à se louer de son élève dont les mœurs étaient irréprochables.

M. Gay, peintre à Paris, M. le docteur Fontaine et trois ou quatre autres témoins font l'éloge de Mlle Chanteaud.

Mme Tellier, propriétaire à Paris, dit qu'une certaine dame Morel, morte folle, a reçu du comte de Molen une liasse de billets de banque après le mariage de ce dernier.

L'accusé proteste avec indignation. Son agitation est extrême.

Me Falateuf s'efforce de le calmer et ajoute qu'il expliquera cette affaire, qui n'est pas autre chose que de la diffamation.

Mme Audrimont, rentière à Paris, M. Communal, ingénieur du chemin de fer, M. Cauvière, propriétaire, parlent dans les meilleurs termes de Mlle Chanteaud.

Les témoins à décharge viennent, à leur tour, faire l'éloge du comte de Molen qui aimait à rendre service et n'avait que des sympathies dans le pays de Turcey.

Mme Pauline, femme de chambre de la comtesse aurait raconté à une autre domestique que Mme de Molen disait qu'elle ne voulait pas d'enfants, qu'elle était trop mignonne et que cela la déformerait.

L'abbé Gouget, curé de Turcey, a rencontré chez M. de Molen une urbanité et une affabilité très grandes ; il n'a jamais remarqué chez M. de Molen les habitudes dont on a parlé.

M. de Molen était très charitable ; il faisait distribuer d'abondantes aumônes aux pauvres du pays et le témoin n'a qu'à se louer des relations qu'il a eues avec lui.

L'audience est suspendue à midi jusqu'à deux heures.

L'audience est reprise à 2 h. 1/2.

Après l'audition de trois témoins qui ont exécuté, sur l'ordre de M. Chanteaud, des travaux au château de Turcey, et qui déclarent avoir eu beaucoup de peine à se faire payer par lui, la parole est donnée à l'avocat général Bernard pour son réquisitoire.

L'avocat-général a requis une peine sévère en admettant toutefois des circonstances atténuantes.

L'avocat de la partie civile a raconté les agissements de l'accusé dès le début de son mariage et a démontré que la vie commune était impossible.

L'audience est renvoyée à mercredi.

L'anarchiste Duval.

L'anarchiste Duval, dont la peine de mort avait été commuée en celle des travaux forcés, a été amené aujourd'hui à l'audience de la 1re chambre de la cour pour entendre la lecture du décret du Président de la République qui lui accorde sa grâce.

Pour éviter les manifestations qui auraient pu se produire, Duval a été conduit jusqu'à la 1re chambre par l'intérieur du palais, sans le faire passer par les galeries.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL)

La France et le Vatican

Le *Figaro* dit que l'ambassadeur de France près du Vatican a eu hier, une audience officielle dans laquelle il a, au nom de M. Grévy, exprimé au Pape les désirs de conciliation et de rapprochement du gouvernement français.

Le Vatican et le Quirinal

A propos de la mort du cardinal Jacobini, M. de Blowitz raconte dans le *Gaulois* une conversation qu'il a eue, en 1883, avec l'ancien secrétaire d'Etat après avoir eu une audience du pape :

— Lui avez-vous dit que vous aviez vu le roi ?

— Parfaitement, Eminence ; à un moment donné, comme le Saint-Père regardait à travers la fenêtre de son oratoire, d'où l'on voit le Quirinal, je lui ai dit : « Saint-Père, hier, à